



**Convention internationale sur
l'élimination de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr. générale
30 décembre 2013
Français
Original: anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
Quatre-vingt-unième session

Compte rendu analytique de la 2192^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 24 août 2012, à 10 heures

Président: M. Avtonomov

Sommaire

Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention (*suite*)

Vingtième à vingt-deuxième rapports périodiques de la Finlande (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-45235 (EXT)



* 1 2 4 5 2 3 5 *

Merci de recycler 



La séance est ouverte à 10 heures.

Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention *(suite)*

Vingtième à vingt-deuxième rapports périodiques de la Finlande (CERD/C/FIN/20-22; CERD/C/FIN/Q/20-22) *(suite)*

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation finlandaise reprend place à la table du Comité.*
2. **Le Président** invite la délégation finlandaise à répondre aux questions posées par les membres du Comité à la séance antérieure.
3. **M^{me} Tiusanen** (Finlande) dit que le Gouvernement a l'intention de ratifier la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur les peuples indigènes et tribaux, (1989) avant la fin de son mandat. Parallèlement, il continue de renforcer l'autonomie culturelle des Samis et l'institutionnalisation du Parlement sami, de clarifier la législation relative à l'utilisation des terres et d'assurer une plus forte participation des Samis aux négociations internationales sur les droits autochtones. Les discussions sur une convention nordique samie se poursuivent et bien que les dispositions exactes de celle-ci n'aient pas encore été arrêtées, l'objectif est de mieux garantir les droits des Samis et d'identifier les obstacles à la jouissance de ces derniers. La Fédération de Russie et les Samis vivant en territoire russe ne participent pas à ces pourparlers parce que le modèle de convention actuellement envisagé repose sur une tradition de coopération nordique et sur des pratiques établies de longue date en matière de liberté de circulation et de sécurité sociale.
4. En ce qui concerne l'accès des Samis aux ressources naturelles, le mandat de l'organisme administrant les terres et les eaux versées au domaine public est en passe d'être établi et d'autres réformes juridiques sont en cours. Ainsi, les modifications apportées à la loi sur l'exploitation minière prévoient que des études d'impact doivent être réalisées avant que des permis d'exploitation minière puissent être délivrés, que la zone visée se situe en territoire sami ou non, et interdit de délivrer un permis si le projet envisagé ou son interaction avec d'autres porte gravement atteinte aux moyens de subsistance des Samis ou compromettent leur capacité à préserver leur culture. Des dispositions analogues ont été incorporées à la loi sur l'eau.
5. L'article 3 de la loi sur le Parlement sami définit les critères objectifs et subjectifs d'identification des Samis et, par voie de conséquence, les conditions requises pour pouvoir être élu au Parlement. La Commission électorale du Parlement est chargée de valider les candidatures répondant aux critères établis, ses décisions pouvant être contestées devant la Cour administrative suprême. En septembre 2011, la Cour a invalidé quatre décisions de la Commission et ordonné l'inscription des plaignants sur les listes électorales, considérant que le critère d'auto-identification primait celui de la langue. Un groupe de travail de haut niveau, dont la moitié des membres est composée de représentants du Parlement sami, a été récemment constitué et chargé de dire si la loi sur le Parlement sami devrait être modifiée.
6. **M. Koskinen** (Finlande), donnant un aperçu historique de la Laponie, explique que le règlement de la Laponie a différé largement de celui des régions septentrionales de la Suède et de la Norvège, principalement en raison du fait que des Samis et des Finlandais s'y étaient installés et que 97 % des terres laponnes appartiennent à l'État. Or, du fait que seules 3 000 à 4 000 personnes, sur les 200 000 habitants que compte la région, étaient samies, il était impossible d'accorder aux Samis des droits exclusifs en matière d'élevage de rennes.

7. **M^{me} Arrhenius** (Finlande) dit que les Samis vivant en territoire sami ont le droit de se voir délivrer des soins de santé et des services sociaux dans leur langue. Grâce aux subventions publiques, les services locaux, tels que les services de garde d'enfants, les nids linguistiques et les services de soutien aux personnes âgées, sont aussi assurés en langue samie.

8. **M. Kosonen** (Finlande) dit que sa délégation n'est pas en mesure de commenter l'affaire relative à une coopérative d'élevage de rennes, celle-ci étant en instance devant le Comité des droits de l'homme.

9. **M^{me} Biskop** (Finlande) indique que conformément à la loi sur le financement de l'éducation et de la culture, le sami est la langue d'enseignement aux niveaux primaire et secondaire et ce, en qualité de langue maternelle ou de langue étrangère. Rien ne s'oppose juridiquement à ce qu'un enseignement en sami soit dispensé dans le reste du pays, attendu que les enfants vivant hors du territoire sami peuvent bénéficier de subventions pour recevoir une instruction dans cette langue, sous réserve des enseignants disponibles et de la taille des classes. C'est à ce titre que 25 élèves ont reçu un enseignement en sami en 2008 et 44 en 2011. Un groupe de travail a avancé des propositions pour la revitalisation de la langue samie, qui préconisent de fixer à deux le nombre minimum d'élèves par classe, de mettre en place un système d'enseignement à distance pour compenser le manque d'enseignants samis, et d'envisager d'adopter une loi garantissant le droit de recevoir une instruction en sami hors du territoire sami. La version définitive du programme de revitalisation devrait être achevée fin 2012.

10. S'agissant de la population rom, la Politique nationale sur les Roms accorde la priorité à l'amélioration de l'instruction des enfants roms et comprend 147 mesures dont la mise en œuvre incombe à divers organismes. En 2001-2002, le Conseil national finlandais de l'éducation a lancé un projet d'éducation de base et publié une étude qui a révélé la situation alarmante dans laquelle se trouvent les enfants roms: en effet, 19 % d'entre eux redoublent un jour ou l'autre et 5 % quittent les bancs de l'école alors que ce taux est quasiment nul chez les élèves finlandais; en outre, la moitié des enfants roms ont des besoins éducatifs spéciaux, seuls 2 % d'entre eux suivent un enseignement préscolaire et les cours en romani sont rares. Depuis 2008, les municipalités peuvent demander des subventions au Gouvernement pour fournir aux Roms une éducation de base, dispositif dont près de 80 % des enfants roms ont bénéficié. Les mesures concrètes prises comprennent l'encouragement à tisser des liens étroits entre la maison et l'école, la mise en place d'un système de mentorat, la création de nids linguistiques, l'organisation de cours et séminaires d'été, le recrutement d'auxiliaires de soutien d'origine rom et la mise au point de matériels didactiques comprenant un volet rom. L'Université d'Helsinki propose des cours en romani depuis 2010; le Conseil national finlandais de l'éducation organise des stages de formation continue en romani pour ses enseignants. Cette politique a permis à un nombre accru d'élèves roms d'achever l'enseignement de base à 70 % d'entre eux, d'atteindre ou de dépasser les objectifs fixés et de multiplier par deux le nombre de cours dispensés en romani. Les élèves roms sont toutefois trop nombreux à redoubler et à ne pas poursuivre d'études secondaires; à cela il faut aussi ajouter les enfants qui ont des besoins éducatifs spéciaux et qui ne suivent pas d'enseignement préscolaire.

11. **M^{me} Arrhenius** (Finlande) indique que le Ministère des affaires sociales et de la santé a mis en place un comité de direction et de suivi de la Politique nationale sur les Roms qui rendra un premier rapport d'étape en 2013. Le Comité s'appuie sur quatre conseils consultatifs régionaux chargés des questions relatives aux Roms et sur 20 groupes communautaires roms. La Politique comprend plusieurs mesures visant à encourager l'emploi des Roms, tels que les services d'orientation et divers programmes d'apprentissage et de formation; pour sa part, le Ministère de l'emploi et de l'économie réalise actuellement un projet pilote, financé par le Fonds social européen, dont l'objet est de fournir des

services d'orientation professionnelle aux Roms moyennant la formation de 12 fonctionnaires d'origine rom. Le dialecte parlé par les Roms finlandais étant menacé, la Politique établit plusieurs dispositifs de nature à améliorer les droits linguistiques et culturels des Roms; la législation pertinente a d'ailleurs commencé à être réexaminée début 2012. La mission suivante du Comité consistera à évaluer les effets de la Politique aux niveaux régional et local sur leurs conditions de vie. En juin 2012, la Finlande a sollicité l'assistance technique de l'Agence européenne des droits fondamentaux aux fins d'évaluation de sa Politique.

12. **M^{me} Keskinen** (Finlande) explique que le Conseil consultatif pour les relations ethniques est composé d'un conseil national et de sept conseils régionaux. Le Conseil national comprend des représentants du Ministère de l'intérieur, du Ministère de l'emploi et de l'économie, du Ministère de l'éducation et de la culture, du Ministère des affaires sociales et de la santé et du Ministère des affaires étrangères, des conseils consultatifs régionaux, des autorités locales et régionales, des partenaires sociaux, des partis politiques et de dix organisations non gouvernementales (ONG) travaillant avec les minorités ethniques et les immigrés. Outre ses membres de droit, sélectionnés pour un mandat de quatre ans, le Conseil consultatif rassemble des experts du bureau du Médiateur pour les minorités, des membres de la communauté tatare finlandaise, de la communauté juive finlandaise, du Conseil œcuménique finlandais et de la Ligue finlandaise des droits de l'homme. Les conseils régionaux ont une composition identique, à l'exception des partis politiques.

13. Le Tribunal national de lutte contre la discrimination est une instance indépendante qui peut être saisie par le Médiateur pour les minorités et les organes publics dans les affaires relatives à la loi sur la non-discrimination. Ses décisions ont la même valeur juridique que celles des autres juridictions et sont susceptibles de recours. Il est composé de sept membres, dont quatre doivent être des juges professionnels et les trois autres des experts dans les domaines relevant de la juridiction du Tribunal. Les faits de discrimination en matière de logement relèvent de la loi sur la non-discrimination, à condition que le bien faisant l'objet du litige ait été publiquement mis sur le marché.

14. **M^{me} Tiisanen** (Finlande) dit que la loi sur la non-discrimination fait la part belle à la discrimination ethnique, qui est interdite aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; elle est conforme à la directive de l'Union européenne relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Les victimes de discrimination raciale peuvent engager des procédures pénales, civiles et administratives. Toutes les plaintes concernant des faits proscrits par la loi, excepté ceux liés à une discrimination en matière d'emploi, relèvent du mandat du Médiateur pour les minorités ou de la compétence du Tribunal national de lutte contre la discrimination et, dans certains cas, du Chancelier de justice ou du Médiateur parlementaire. Les plaintes pour discrimination en matière d'emploi relèvent du domaine de compétence de l'Autorité de santé et de sécurité au travail. La législation relative à l'égalité fait actuellement l'objet d'un réexamen et des projets de modification seront présentés d'ici à 2015, afin d'y incorporer l'orientation sexuelle et le handicap en tant que motifs de discrimination et de coordonner la réponse donnée aux allégations de discrimination.

15. La loi de 1999 sur les données personnelles interdit expressément le traitement de données sensibles, y compris celles liées à la race ou à l'origine ethnique ou susceptibles de s'y rapporter.

16. **M^{me} Keskinen** (Finlande) dit que l'absence de données sur l'origine raciale ou ethnique n'empêche pas de surveiller la discrimination. Des données peuvent être recueillies sur les groupes minoritaires grâce aux données afférant à la nationalité, à la langue maternelle et au pays d'origine. Les statistiques sur la nationalité permettent de

suivre l'évolution de la croissance démographique, des taux d'immigration et d'émigration et du taux de naturalisation des étrangers; les statistiques sur la langue maternelle sont particulièrement intéressantes parce qu'elles se rapportent souvent aux immigrés, à leurs enfants et même parfois à leurs petits-enfants. Le Parlement sami publie les listes électorales sur lesquelles ses membres ont été élus aux fins de surveillance de la discrimination; les données sur les Roms sont transmises par le Conseil consultatif pour les questions relatives aux Roms et ses quatre conseils régionaux. Il est assez aisé d'obtenir des informations sur les Roms et de toucher les communautés roms en dehors de la capitale parce qu'elles sont numériquement peu nombreuses et que les ONG roms et les groupes locaux de Roms connaissent généralement bien la situation des membres de cette communauté au niveau local. Les questionnaires postés sur les sites Internet des ONG et les sites fréquentés par les jeunes fournissent également des renseignements très utiles.

17. **M^{me} Pietarinen** (Finlande) indique que tant la Constitution que la loi sur la non-discrimination interdisent le profilage ethnique et que les forces de police n'y ont donc pas recours dans leurs activités. Afin de prévenir l'immigration irrégulière, comme l'exigent la loi sur les étrangers et les obligations internationales de la Finlande, la police s'est pendant plusieurs semaines penchée sur cette question car elle fait partie de ses attributions. Les activités menées dans le cadre de la prévention de l'immigration clandestine se fondent sur l'analyse des données qui révèlent parfois la présence d'un grand nombre d'immigrés en situation irrégulière dans un lieu donné. La police ne cible aucun groupe ethnique en particulier. On examine actuellement si la réglementation nationale relative à la prévention de l'immigration irrégulière devrait être précisée plus avant.

18. La formation des agents des forces de l'ordre est la principale mesure préconisée pour éviter qu'ils soient perçus comme traitant moins favorablement les groupes minoritaires que la population majoritaire. Tous les cours de formation des policiers mettent l'accent sur la promotion de la tolérance et de l'égalité et sur l'éthique à respecter en toutes circonstances. Afin de sensibiliser davantage les forces de l'ordre au multiculturalisme, les programmes de formation sont dispensés, autant que faire se peut, par les représentants de groupes minoritaires et des activités de coopération sont menées avec les groupes de pression concernés aux niveaux national, régional et local. Toutes les plaintes relatives à des exactions présumées commises par des policiers sont examinées de façon indépendante par le Conseil national de la police. Le Médiateur parlementaire et le Chancelier de justice examinent également les plaintes de particuliers relatives aux comportements policiers et toute allégation de racisme et de discrimination raciale de la part des forces de police fait l'objet d'un examen approprié. En cas d'infraction présumée, l'enquête pénale est dirigée par un procureur indépendant, l'examen des charges étant confié à un autre. Si des poursuites pénales sont engagées, il appartient à un tribunal de statuer.

19. Le Conseil national de la police a mis en place, en 2010, une tribune pour promouvoir la coopération entre les forces de police et les communautés ethniques. Elle se réunit trois ou quatre fois par an et discute de questions soulevées par les participants, tels que les crimes motivés par la haine et le profilage ethnique. Plusieurs organisations religieuses, d'immigrés et de minorités y sont représentées, mais il est encore trop tôt pour mesurer les résultats concrets de cette initiative. En décembre 2011, le Conseil national de la police a approuvé le Plan de mise en œuvre de la stratégie de recrutement aux fins de formation professionnelle pour la période 2011-2014. Il est là aussi trop tôt pour évaluer l'impact de cette stratégie.

20. Il n'y a pas eu de fusillades dans les écoles depuis les incidents de Jokela et Kauhajoki. Suite à cela, le Gouvernement a pris plusieurs mesures pour éviter que de telles situations se reproduisent. Les groupes néo-nazis finlandais ne sont pas aujourd'hui importants du point de vue numérique et comptent seulement quelques individus en perdition qui commettent des infractions sporadiques. Le troisième Programme de sécurité

intérieure et le plan d'action de prévention de l'extrémisme ont été adoptés en juin 2012; des structures nationales et régionales de coopération sont en voie de création pour prévenir l'extrémisme violent.

21. Les policiers sont formés pour mieux signaler et détecter les enquêtes criminelles comportant des éléments liés à des discours de haine et s'emploient à continuer d'identifier les infractions motivées par la haine et à améliorer les enquêtes sur les actes de cette nature. Le seuil établi aux fins d'intervention dans les crimes de haine présumés est bas et les forces de l'ordre s'efforcent de prévenir et de faire reculer le racisme et l'intolérance en général. À cette fin, ils participent à des séminaires internationaux et à divers projets et réunions de formation. Les forces de police suivent l'évolution des crimes de haine et des activités extrémistes et encouragent la population à les signaler. Les activités menées par la police de proximité lui ont également permis de mieux coopérer avec les groupes minoritaires et de la rendre plus accessible. Les menaces faites aux immigrés sont également prises en compte dans le cadre de la planification de la sécurité locale et le troisième Programme de sécurité intérieure comprend un volet lié aux crimes racistes. La formation des policiers vise à leur donner les moyens d'identifier les infractions commises contre des groupes vulnérables, y compris des minorités ethniques, et de prendre en charge les victimes.

22. C'est parce que les principaux centres de rétention pour demandeurs d'asile sont surpeuplés que certains ont dû être incarcérés dans les locaux de la police. En application de la loi sur les étrangers, on a recours, chaque fois que cela est possible, à des mesures alternatives à la détention, en particulier lorsqu'il s'agit de familles. Ce n'est qu'en dernier recours que les demandeurs d'asile sont placés en détention, et seulement lorsque toutes les conditions prévues par la loi sur les étrangers sont réunies. Bien que les mères célibataires et les femmes enceintes qui demandent l'asile puissent être placées en détention sur le fondement de ces dispositions, on subvient aux besoins spéciaux des mineurs, des victimes de la torture, de viol et d'autres formes de violence sexuelle ou physique et de tous les autres groupes de personnes vulnérables. Le Gouvernement envisage de proscrire la détention des mineurs demandeurs d'asile non accompagnés et d'examiner des solutions autres que la détention pour les étrangers. Un groupe de travail du Ministère de l'intérieur a récemment publié la première ébauche d'une proposition visant à modifier les dispositions de la loi sur les étrangers relatives à l'incarcération des enfants. La Finlande dispose actuellement d'un centre de rétention pour étrangers, qui peut accueillir jusqu'à 40 personnes.

23. Lorsqu'une demande d'asile fait l'objet d'une procédure accélérée, le rejet de la demande en première instance peut donner lieu à l'expulsion du demandeur dans les huit jours suivant le prononcé de la décision si le pays d'origine est sûr ou si la demande est manifestement sans fondement. Dans les procédures accélérées, une voie de recours effective est garantie qui s'exerce par le droit octroyé à tout requérant de demander au tribunal d'abroger ou de suspendre l'exécution du renvoi. Bien que la loi sur les étrangers n'oblige pas les autorités d'exécution à surseoir à l'expulsion dans l'attente d'une décision de justice, or c'est ce que fait la police dans la pratique. Le Conseil national de la police a donné des instructions aux policiers afin qu'ils informent les étrangers de leur droit d'interjeter appel de la décision de renvoi dont ils sont frappés; dans ce cas, les policiers sont tenus de se renseigner par téléphone ou par tout autre moyen auprès du tribunal afin de savoir si une interdiction de renvoi est envisagée. Les personnes qui demandent à bénéficier d'une protection internationale sont informées des procédures d'asile et des droits et devoirs qui sont les leurs tout au long de la procédure d'asile. La police ou les autorités de contrôle des frontières fournissent ces informations aux personnes concernées dans leur langue maternelle ou dans une langue qu'ils peuvent a priori raisonnablement comprendre. Dès le début de la procédure, les ONG donnent des conseils juridiques généraux aux demandeurs d'asile ainsi que sur la procédure à suivre pour faire appel.

24. **M^{me} Tiusanen** (Finlande) dit qu'en vertu du Code pénal révisé qui est entré en vigueur en juin 2011, toute personne qui divulgue ou diffuse par tout moyen un message public menaçant, diffamant ou insultant pour un groupe spécifique de personnes au motif de la race, de la couleur, de l'origine nationale ou ethnique, de la religion ou de la croyance, du handicap ou de l'orientation sexuelle ou de tout autre motif est coupable d'agitation ethnique et passible d'une amende ou d'une peine de deux ans d'emprisonnement maximum. L'infraction d'agitation ethnique aggravée emporte une peine comprise entre quatre mois et quatre ans d'emprisonnement. Le Procureur général recueille chaque année des données sur les crimes de haine, dont l'agitation ethnique, l'agitation ethnique aggravée, la discrimination, la discrimination dans l'emploi et la discrimination assimilée à l'exploitation par le travail. En 2011, 29 poursuites pénales ont été engagées pour des faits de cette nature. Le Ministère de la justice recueille des données sur les affaires soumises aux tribunaux de district, dont 12 ont fait l'objet d'une condamnation en première instance en 2011. Des mesures sont en passe d'être prises pour améliorer les systèmes de gestion des données afin qu'ils génèrent davantage d'informations sur les crimes à motivation raciste. S'agissant des affaires décrites au paragraphe 215 du rapport périodique à l'examen, les deux prévenus ont été reconnus coupables, l'un en première instance et l'autre en appel. En juin 2012, la Cour suprême a rendu son premier jugement dans une affaire d'agitation ethnique: elle a considéré que les informations que le défendeur avait publiées sur son blog en 2008 constituaient des discours de haine.

25. **M. Suomi** (Finlande) indique que tous les immigrants résidant en Finlande sont assujettis à la loi sur l'intégration qui est entrée en vigueur en septembre 2011. La loi ne définit pas quand le processus d'intégration prend fin, ce qui, dans certains cas, peut prendre des années. Des renseignements supplémentaires sur cette loi figurent aux paragraphes 19 à 29 du rapport périodique. Tous les immigrants sans emploi et inscrits au chômage ou qui sont admis au bénéfice de l'aide sociale à titre permanent se voient établir un plan d'intégration personnalisé, comme d'autres personnes dont la situation l'exige. Ces plans d'intégration peuvent comprendre des cours de lecture et d'écriture dans leur langue maternelle et une aide à l'achèvement du cycle d'enseignement de base. Plus de 7 000 nouveaux plans d'intégration ont été élaborés en 2011. Selon une évaluation préliminaire, l'entrée en vigueur de la loi a permis aux municipalités de renouveler les programmes locaux d'intégration. On envisage d'en évaluer l'incidence globale en se fondant sur les résultats du système de suivi de l'intégration et des relations ethniques. Cet examen fera partie d'un rapport sur l'immigration qui sera soumis au Parlement en 2013.

26. **M. Halttunen** (Finlande) indique que près de 14 000 Somaliens vivent en Finlande, dont la plupart sont âgés de moins de 35 ans. Près de 4 500 d'entre eux ont la nationalité finlandaise et quelque 450 ont présenté une demande d'asile. Les représentants de cette communauté ont signalé qu'ils étaient victimes de racisme du fait de leur couleur de peau, de leur religion et de leur statut d'immigré. Le Ministère de l'intérieur a constitué un groupe d'experts sur les questions relatives aux Somaliens, qui dispose d'avril 2011 à fin 2012, pour concevoir des mesures propres à encourager leur intégration; il est composé de membres du Gouvernement et de la communauté somalienne, de chercheurs et de représentants d'ONG. La plus vieille communauté musulmane de Finlande est la minorité tatare, d'origine turque, qui s'est installée dans le pays dans les années 1870. Les représentants de cette communauté, qui compte quelque 800 personnes, jugent leur situation globalement satisfaisante. Ils sont bien intégrés, ont un niveau d'instruction plus élevé que la population majoritaire et ont préservé leur langue, leur culture et leur religion. S'agissant de la communauté musulmane formée par les nouveaux immigrants, le Conseil islamique finlandais a été mis en place en novembre 2006 pour améliorer le dialogue et la coopération entre les musulmans et d'autres groupes religieux et favoriser la compréhension de la culture islamique en Finlande et le respect de la culture finlandaise par la minorité islamique. Conformément aux statuts décidés par les musulmans issus de

l'immigration de leur propre initiative, le Conseil a également pour mission de prévenir l'extrémisme islamiste ou antimusulman dans le pays. La communauté musulmane immigrée compte environ 10 000 membres.

27. La Finlande compte près de 52 000 russophones, qui constituent la plus importante minorité linguistique du pays. L'Association finlandaise des organisations russophones est représentée au Conseil consultatif pour les relations ethniques. En 2008, celui-ci a organisé un séminaire pour sensibiliser davantage la population à la discrimination exercée contre les russophones qui a suscité une vive attention des médias. Le Médiateur pour les minorités s'est penché sur la situation des russophones dans une étude publiée en 2009; une autre étude publiée en 2010 s'est intéressée à l'emploi des russophones et à la discrimination qu'ils rencontrent dans le domaine de l'emploi. Dans le cadre du projet intitulé «l'égalité est une priorité», le Ministère de l'emploi et de l'économie a passé en revue en 2010 les bonnes pratiques en matière de gestion de la diversité dans les secteurs privé et public et publié, sur la base des résultats de cette étude, un rapport qui a été distribué aux entreprises privées et aux organismes publics. La discrimination à l'embauche est le thème retenu pour 2012.

28. La Finlande a activement œuvré pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité au sein de plusieurs instances, dont les Nations Unies, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et dans le cadre du programme de Partenariat pour la paix de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. En outre, un plan national d'action a été élaboré par un groupe de travail composé de représentants de plusieurs ministères, d'ONG et d'instituts de recherche qui va pleinement dans le sens du plan d'action du Gouvernement pour l'égalité des sexes et de l'objectif de ce dernier, à savoir intégrer la perspective hommes-femmes dans toutes les décisions.

29. Les ONG participent à l'élaboration des rapports soumis aux organes conventionnels des Nations Unies dans le cadre d'une procédure coordonnée mise en place par le Ministère des affaires étrangères. Un avant-projet de tous les rapports est adressé aux ONG et aux membres de la société civile travaillant dans les domaines concernés qu'elles sont invitées à commenter par écrit et leurs observations sont prises en considération. Durant la phase finale de préparation, les ONG sont invitées à une séance publique et leurs points de vue sont incorporés au rapport, lorsque la situation le permet.

30. **M. Kosonen** (Finlande), évoquant le statut de la Convention en Finlande, explique que toutes les conventions relatives aux droits de l'homme entrent en vigueur, une fois adoptées les lois qui les transposent en droit interne; il s'ensuit qu'elles ont toutes le même rang dans l'ordre juridique interne. Les droits de l'homme et les droits fondamentaux ont été incorporés à la Constitution en 1995. Les autorités sont tenues de garantir les droits de toute personne relevant de leur juridiction et le Médiateur veille au respect des droits de l'homme. Les tribunaux s'emploient à appliquer les dispositions des instruments relatifs aux droits de l'homme. La Finlande respecte le principe d'interprétation des décisions de justice dans l'intérêt des droits de l'homme, comme on l'a vu récemment lorsque la Cour administrative suprême a rendu un arrêt sur les listes électorales samies. M. Kosonen assure que le statut de la Convention en Finlande ne pose pas problème du point de vue de sa mise en œuvre.

31. **M^{me} Tiusanen** (Finlande), répondant à une question sur la définition et l'utilisation du terme «race» dans la législation finlandaise, dit que ce mot figure toujours dans le Code pénal alors que la Constitution et la loi sur la non-discrimination emploient celui «d'origine», qui couvre tous les motifs de discrimination, y compris la race, la couleur et l'origine ethnique. Le Gouvernement a expliqué que le mot «race» avait été délibérément supprimé de la Constitution parce qu'il ne relève pas d'une notion scientifique. Il a été

conservé dans le Code pénal, en raison, notamment, de la série d'infractions à motivation raciale qui y est définie.

32. En ce qui concerne le statut du Centre des droits de l'homme, établi en vertu d'une modification de la loi portant Médiateur parlementaire du 1^{er} janvier 2012, M^{me} Tiusanen explique que cet organe est l'un des trois piliers de l'institution nationale des droits de l'homme, aux côtés de la délégation aux droits de l'homme et du Médiateur parlementaire. Ce dernier a nommé le directeur du Centre en janvier. La délégation aux droits de l'homme, désignée en mars, est constituée de 40 éminents experts finlandais dans le domaine des droits de l'homme, dont des médiateurs spécialisés, d'universitaires et de représentants de la société civile, de groupes minoritaires et du Parlement sami. On s'est employé à ce que le Centre soit conforme aux Principes de Paris; son accréditation auprès du Comité international de coordination des institutions nationales des droits de l'homme sera demandée à l'issue de sa première année d'entrée en fonctions.

33. **M^{me} Biskop** (Finlande), répondant à une question sur les brimades à l'école, dit que son pays prend la question très au sérieux. L'article 29 de la loi sur l'enseignement élémentaire consacre le droit des élèves de vivre leur scolarité dans un environnement sûr; il s'ensuit que les prestataires d'éducation sont tenus de concevoir et de mettre en œuvre des programmes pour protéger les élèves contre l'intimidation et le harcèlement. Le programme KiVa, lancé en 2005 et subventionné par le Ministère de l'éducation et de la culture, a pour objet d'aider les écoles à lutter contre ce phénomène. Quatre-vingt-dix pour cent des écoles polyvalentes continuent de le mettre en œuvre car il a fait preuve de son efficacité pour réduire significativement le problème. Toute une série de matériels pédagogiques et de nouvelles technologies, comme les supports d'apprentissage virtuel, est utilisée pour encourager les comportements matures et inciter les élèves à soutenir les victimes d'intimidation.

34. Le Ministère a également financé un programme dans la foulée du projet MOKU qui visait à mieux faire comprendre le multiculturalisme, dont l'objectif est d'intégrer définitivement les compétences multiculturelles et les activités de lutte contre les brimades dans toutes les activités menées en direction des enfants le matin et l'après-midi.

35. Selon une enquête réalisée par le Conseil national de l'éducation, les brimades dont sont victimes les enfants roms – qui consistent en grande partie en insultes liées à leur origine ethnique – ne sont pas aussi répandues que le rapport de 2009 du Médiateur des enfants le laisse entendre.

36. **M. Vázquez** (Rapporteur pour la Finlande) souhaite savoir pourquoi les Samis apprécient diversement le récent arrêt de la Cour administrative suprême concernant la définition du terme « Sami » et demande à la délégation de répondre à cette question en indiquant si elle se fonde sur la définition antérieure du terme « Sami » ou sur la définition plus large retenue par la Cour.

37. En ce qui concerne l'histoire et la culture samies, le Rapporteur demande si les Samis finlandais ont toujours pu se livrer librement à l'élevage traditionnel de rennes ou s'ils ont connu par le passé des difficultés dans ce domaine.

38. En ce qui concerne la collecte de données, M. Vázquez note que la Finlande est parvenue à contourner la législation qui interdit de recueillir des informations se rapportant à la race ou à l'origine ethnique mais juge néanmoins celle-ci problématique car elle sous-entend que les questions liées à la race et à l'origine ethnique sont des données personnelles dont le traitement est interdit. Il aimerait savoir dans quel contexte cette législation a été élaborée. Relevant que le Plan national d'action adopté récemment reconnaît l'importance de la collecte de données dans les domaines visés, le Rapporteur se demande pourquoi l'État partie maintient en vigueur une loi qui complique autant la tâche et s'il envisage de la modifier.

39. M. Vázquez demande à la délégation d'infirmier ou de confirmer l'information communiquée par une ONG selon laquelle le profilage racial serait largement utilisé par les forces de l'ordre pour lutter contre l'immigration clandestine et, si celle-ci est confirmée, d'indiquer les mesures prises pour y remédier.

40. Attendu que la délégation a indiqué que l'approche judiciaire n'a pas permis de régler la question des discours de haine, en particulier ceux diffusés sur Internet, le Rapporteur aimerait savoir si des mesures de déjudiciarisation ont été prises dans ce domaine.

41. Enfin, le Rapporteur demande si la Finlande considère, à l'instar de certaines ONG, que le dispositif établi pour lutter contre la discrimination raciale est trop fragmenté du fait de la multiplicité des organismes associés à ce combat.

42. **M. Kosonen** (Finlande) dit que le Gouvernement n'est pas à en mesure de se prononcer sur une définition du terme «Sami», même si l'arrêt de la Cour administrative suprême a ouvert le débat sur cette question; le Gouvernement n'a pas encore décidé s'il approuve cet arrêt et s'il convient de modifier la législation ou de prendre d'autres mesures.

43. En ce qui concerne la collecte de données, M. Kosonen indique que l'on est convenu, en 1995, lors de l'élaboration des dispositions relatives aux droits de l'homme devant être incorporées à la nouvelle Constitution, de la nécessité de protéger les minorités et par conséquent, de ne pas divulguer leur nombre ou les informations relatives à leur lieu de résidence, conformément aux souhaits de celles-ci. La Finlande suit une approche pragmatique concernant les minorités et respecte le principe d'auto-identification, qui a fait ses preuves. L'absence de définition précise du terme «Sami» ou de données chiffrées sur les groupes minoritaires ne nuit pas aux efforts déployés par la Finlande pour lutter contre le racisme.

44. **M^{me} Tiusanen** (Finlande) précise que la définition du terme «Sami» figurant dans la loi sur le Parlement sami n'a été élaborée qu'aux fins de celle-ci, c'est-à-dire pour déterminer qui peut ou non s'inscrire sur les listes électorales, lesquelles varient à chaque élection. L'arrêt de la Cour administrative suprême portait exclusivement sur le processus électoral de 2011, durant lequel un certain nombre de personnes ont interjeté appel afin d'être admises sur les listes électorales. Répondant à la question de M. Vázquez, M^{me} Tiusanen indique que cet arrêt a été diversement apprécié par les membres du Parlement sami qui ont été élus sur le fondement de l'ancienne définition du «Sami». Rappelant que l'auto-identification est la clef de voûte de cette définition, elle indique qu'un groupe de travail a été récemment établi et chargé d'examiner, sur proposition du Parlement sami, la loi portant création de cette instance en vue de sa modification, notamment des dispositions relatives au processus électoral.

45. **M. Koskinen** (Finlande), répondant à la question sur l'élevage de rennes, explique que lors de la délimitation de la frontière entre la Norvège et la Finlande, soit près de deux cents ans plus tôt, les Samis finlandais ont été contraints de restreindre leurs activités d'élevage sur le territoire finlandais. Ceux qui se sont installés dans les régions septentrionales traditionnellement occupées par les Samis y ont importé des techniques d'élevage différentes; ces deux groupes de population ont par la suite créé des coopératives d'éleveurs pour réglementer les titres de propriété des cheptels, répartir les terres et délimiter les zones d'élevage propres à chacun. Plusieurs familles samies ont revendiqué la propriété de terres et de lacs, à titre collectif, il est vrai, en Finlande, en Norvège et dans certaines régions de la Suède. Au fil du temps, les zones dans lesquelles les Finlandais et les Samis s'adonnaient à l'élevage pour assurer leur subsistance se sont entrecoupées; les Finlandais se sont alors lancés dans l'élevage de rennes et les familles samies ont diversifié leurs activités en créant de petites exploitations agricoles et de pêche, en parallèle de l'élevage.

46. **M^{me} Keskinen** (Finlande), évoquant la question de la collecte de données, dit qu'il existe des raisons historiques justifiant l'interdiction de recueillir des informations fondées sur l'origine ethnique. Il est primordial de tenir compte du point de vue des groupes ethniques minoritaires eux-mêmes; les Roms, par exemple, se sont toujours opposés à ce que des données soient recueillies les concernant sur la base de leur origine ethnique parce qu'elles avaient, par le passé, été utilisées à leur détriment.

47. **M^{me} Tiusanen** (Finlande) dit que la Finlande n'envisage pas pour l'heure de modifier sa loi sur la collecte de données.

48. **M^{me} Pietarinen** (Finlande), évoquant la question du profilage ethnique des immigrés dans l'application des réglementations sur l'immigration irrégulière, souligne que l'article 212 de la loi sur les étrangers fait obligation au Service finlandais d'immigration, à la police et aux gardes frontière de veiller au respect des dispositions de celle-ci. Les règlements en matière d'immigration irrégulière sont toujours appliqués au vu des informations obtenues et jamais à l'aveugle, la police veillant à respecter les règles de conduite policière. Les règlements finlandais en matière d'immigration clandestine sont actuellement réexaminés afin de déterminer si la législation pertinente devrait être clarifiée. On discute également du point de savoir si les pouvoirs de la police dans ce domaine devraient être réglementés plus avant. En conclusion, **M^{me} Pietarinen** affirme que la police finlandaise n'a pas recours au profilage ethnique.

49. **M. Kosonen** (Finlande), répondant à l'allégation selon laquelle l'approche suivie par la Finlande en matière de lutte contre la discrimination raciale serait fragmentée, reconnaît la nécessité de faire preuve d'efficacité dans ce domaine. Pour autant, le grand nombre d'organismes associés à ce combat est un atout car cela permet de l'étendre à tous les domaines d'action du Gouvernement, tant au niveau national que local. La Finlande envisage toutefois d'améliorer l'efficacité du système municipal du point de vue, notamment, de la lutte contre la discrimination raciale et du respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux.

50. **M. de Gouttes** relève que selon la délégation, les discours de haine et les propos xénophobes ne seraient pas un problème en expansion en Finlande et rappelle que le Comité s'était dit préoccupé, dans ses observations finales de 2009 (CERD/C/FIN/CO/19), par la persistance de comportements racistes et xénophobes dans de nombreux secteurs de la population et avait recommandé au pays de poursuivre ses efforts pour lutter contre les manifestations contemporaines de discrimination raciale, telle que la propagande raciste sur Internet, et de trouver les moyens d'empêcher l'utilisation d'Internet à des fins racistes. Il prend bonne note du fait que la Finlande a érigé ces actes en infractions mais souligne l'importance des mesures de prévention, en particulier en direction des jeunes, des groupes extrémistes, des médias, d'Internet et des personnalités politiques. Le Comité attache particulièrement d'importance à cette question à la lumière du débat thématique qu'il a prévu d'organiser la semaine suivante mais aussi de la récente tuerie qui a eu lieu en Norvège pour des motifs xénophobes.

51. S'agissant du rapport alternatif présenté par le Conseil sami, **M. de Gouttes** encourage l'État partie à prendre acte de ses recommandations, de ratifier la Convention n° 169 de l'OIT d'ici à 2015, de finaliser le projet de convention nordique samie avant 2016, et d'adopter une loi ou toute autre mesure effective pour garantir le respect du droit des communautés samies au consentement préalable concernant les activités d'extraction des ressources naturelles situées sur leurs territoires traditionnels.

52. **M. Kosonen** (Finlande) convient qu'il est primordial de prendre des mesures énergiques pour lutter contre les discours de haine et la xénophobie.

53. **M^{me} Keskinen** (Finlande) indique que le Conseil consultatif pour les relations ethniques a organisé un grand séminaire sur cette question au printemps 2012 et lancé en

campagne pour que les discours de haine sur Internet cèdent la place à un dialogue respectueux et au droit à la divergence de vues. Certains forums de discussion sur Internet interdisent aujourd'hui l'utilisation de pseudos. Les discours de haine ont été analysés afin d'en identifier les motifs sous-jacents et de prendre des mesures pour y remédier.

54. **M. Kosonen** (Finlande) indique que la délégation a reçu la veille le rapport alternatif du Conseil sami, qui contient plusieurs observations intéressantes sur des questions d'ordre notamment juridique et qu'il sera examiné par le Gouvernement en temps opportun.

55. **M. Koskinen** (Finlande) explique que le Conseil sami n'est pas un organe officiel mais une ONG dont les membres sont des militants samis originaires de Finlande, de Norvège, de Suède et de la Fédération de Russie. Le Conseil parlementaire sami, qui est composé de Samis représentant ces mêmes pays, est une instance plus officielle.

56. **M. Lahiri** salue les progrès effectués par la Finlande en direction de la communauté rom, notamment la hausse de la fréquentation scolaire et l'attitude plus positive des familles roms à l'égard de l'enseignement. Il se félicite également que l'État partie reconnaisse la pertinence d'une approche paneuropéenne de la question. Compte tenu de l'origine indienne des Roms, des liens devraient être noués avec l'Institut d'études roms de Chandigarh, la capitale du Pendjab.

57. Il y a également lieu de se féliciter des progrès récemment enregistrés en matière de promotion de l'intégration, moyennant, entre autres, la création du Conseil consultatif pour les relations ethniques et d'une institution des droits de l'homme, la modification de la loi de 2007 sur la non-discrimination, le projet YES et les mesures prises par les Forces de défense en matière de lutte contre la discrimination.

58. À l'instar de M. Vázquez, M. Lahiri ne comprend pas bien pourquoi l'État partie répugne à recueillir des statistiques sur l'origine ethnique de la population pour des raisons historiques alors que le Groupe de surveillance de la discrimination compile à l'évidence ce type d'informations et que les annexes du rapport périodique contiennent des données ventilées fort intéressantes.

59. **M^{me} January-Bardill** juge importantes les solides institutions publiques et organes statutaires dont la Finlande s'est dotée.

60. **M^{me} January-Bardill** invite l'État partie à examiner attentivement la Recommandation générale n° 34 du Comité sur la discrimination raciale à l'égard des personnes d'ascendance africaine et la recommandation générale n° 32 sur la signification et la portée des mesures spéciales dans la Convention.

61. **M^{me} Crickley** réitère que, selon elle, l'État partie doit prendre des mesures positives pour préserver l'élevage traditionnel sami de rennes car, même si des agriculteurs samis et non samis se sont associés en coopérative, les pratiques traditionnelles des Samis font partie intégrante de leur mode de vie et exigent donc, à ce titre, des mesures spéciales de protection.

62. Les Roms sont les premières victimes de la discrimination en Europe. Bien qu'il y ait lieu de se féliciter de l'amélioration de leur situation en Finlande, le pourcentage d'enfants roms ayant des besoins éducatifs spéciaux, soit 50 %, est inacceptable. Étant donné que tous les États membres de l'Union européenne étaient tenus d'élaborer une stratégie d'intégration des Roms d'ici à fin 2011, l'État partie est invité à fournir des informations détaillées dans son prochain rapport périodique sur les mesures prises en faveur de la communauté rom, en particulier dans le cadre de la stratégie d'intégration. Il serait peut-être judicieux que la Finlande accorde la priorité au changement d'attitude de la population majoritaire à l'égard des Roms, à la formation des enseignants et à d'autres initiatives novatrices. **M^{me} Crickley** constate qu'en Finlande les familles roms font montre

d'un intérêt plus important à l'égard de l'instruction, à l'image de la tendance analogue observée dans toute l'Europe.

63. **M. Diaconu** dit que la Finlande devrait, plus pour des raisons pratiques que théoriques, accorder davantage attention à l'auto-identification de la population sami, notamment en en déterminant le nombre et en définissant les règles de composition des listes électorales au Parlement sami et, par voie de conséquence, d'élection au Parlement lui-même. La définition du terme «Sami» devrait être dissociée de la question de l'utilisation des terres. M. Diaconu partage le point de vue du Conseil de l'Europe, qui considère que la définition d'un peuple autochtone doit tenir compte d'éléments culturels objectifs.

64. En ce qui concerne la modification de l'article 2 de la loi sur la non-discrimination, M. Diaconu convient, à l'instar de la délégation, que l'exception relative aux échanges relevant de la famille peut être acceptée mais note que le paragraphe 35 du rapport évoque «les échanges relevant du domaine privé ou de la famille». Il demande instamment à l'État partie de revoir les dispositions de cette loi afin de s'assurer qu'elles ne favorisent pas certains types de discrimination.

65. **M. Thornberry** souhaiterait en savoir plus sur le concept d'éducation spécialisée pour les enfants roms, et en particulier, sur la manière dont les besoins des enfants sont évalués, les facteurs pris en compte à cet égard et les critères appliqués. Il voudrait également savoir qui est compétent pour déterminer que certains enfants ont des besoins éducatifs spéciaux.

66. **M^{me} Arrhenius** (Finlande) dit que le Conseil consultatif pour les questions relatives aux roms, qui est rattaché au Ministère des affaires sociales et de la santé, existe depuis plus de cinquante ans. Les représentants des ONG roms discutent avec les fonctionnaires pendant les réunions; c'est un organisme qui crée la confiance mutuelle. Le Conseil s'est intéressé progressivement à tous les secteurs, y compris au logement et à l'éducation. Toutefois, des défis majeurs demeurent, comme dans le domaine de l'emploi.

67. En règle générale, la Finlande suit une approche duale: les Roms, ainsi que d'autres minorités, et la majorité bénéficient conjointement de services mais des mesures spéciales, financières et autres, sont prises en faveur des communautés samies ou roms.

68. **M^{me} Bishop** (Finlande) explique que le concept d'éducation spécialisée diffère fortement en Finlande de celui employé par d'autres pays. Très peu d'enfants sont placés dans des structures éducatives spécialisées; on préfère plutôt offrir un soutien particulier à ceux qui en ont besoin durant les cours. Ainsi, des heures supplémentaires sont prévues à l'intention des enfants qui ont besoin de soutien en mathématiques. Les décisions relatives à l'éducation spécialisée sont prises par le directeur ou le personnel de l'école en collaboration avec les parents ou les tuteurs de l'enfant. Dans des cas exceptionnels, l'aide d'experts médicaux ou autres est sollicitée.

69. **M^{me} Keskinen** (Finlande) dit que des mesures continuent d'être prises pour éliminer les attitudes stéréotypées à l'égard des Roms. La campagne de rap rom a séduit 3,6 millions de téléspectateurs. Des programmes de renforcement des capacités ont été menés à l'intention des ONG roms et une campagne est actuellement réalisée pour encourager l'emploi de jeunes demandeurs d'emploi roms. Des manuels scolaires sur l'histoire et la culture roms sont en voie d'élaboration.

70. **M. Kosonen** (Finlande) indique que les autorités finlandaises examineront de façon approfondie les recommandations générales n^{os} 32 et 34 du Comité.

71. **M. Vázquez** (Rapporteur pour la Finlande) remercie la délégation pour ce dialogue franc et fructueux.

72. Pour résumer, le Rapporteur salue les nombreuses mesures prises par l'État partie, en particulier, son intention de ratifier la Convention n° 169 de l'OIT, l'élargissement du champ d'application de la loi sur la non-discrimination, les modifications apportées à la loi sur les étrangers qui interdiront, ou tout du moins restreindront, le recours à la détention des mineurs non accompagnés, et les mesures prises pour assurer l'exercice des droits fonciers samis.

73. S'agissant de la définition des Samis, l'incidence de l'auto-identification devrait être clarifiée et évaluée conjointement avec d'autres facteurs importants tels que le droit à l'autodétermination et le droit de ne pas subir d'assimilation forcée. Il faut également résoudre la question des droits linguistiques en dehors du territoire sami et prendre d'autres mesures pour promouvoir les droits des Roms.

74. Les annexes du rapport à l'examen contiennent des données très utiles, même s'il y est indiqué les limites fixées par la loi en matière de collecte de données liées à la race et à l'origine ethnique.

75. La création d'une institution nationale des droits de l'homme est une bonne initiative et il est à espérer qu'un représentant de celle-ci participera au dialogue suivant entre l'État partie et le Comité.

76. **M. Kosonen** (Finlande) espère que son pays, la prochaine fois qu'il se présentera devant le Comité, sera en mesure d'annoncer d'autres progrès enregistrés dans tous les domaines et les mesures prises pour renforcer les structures pertinentes.

La séance est levée à 12 h 55.